

Déclaration du CCN

Il est minuit moins une. La CGT met toutes ses forces dans la bataille pour ouvrir des perspectives de progrès.

Le Comité Confédéral National (CCN) de la CGT s'est réuni, ce mardi 18 juin 2024, pour examiner la situation inédite dans laquelle se trouve le pays, suite à la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives les 30 juin et 7 juillet.

L'Extrême droite est en situation d'accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de notre République – à l'exception de la période du régime de Vichy. Elle pourrait, ainsi, disposer des très larges pouvoirs que confère la Constitution de la 5^{ème} République et s'en servir pour remettre en cause tous les garde-fous démocratiques : les médias, la justice, les organisations syndicales et la société civile et, ainsi, préparer son arrivée à l'Élysée en 2027.

Son projet repose toujours sur la «préférence nationale», avec des travailleuses et des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits, en fonction de leur nationalité voire de leur origine.

Pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposture sociale. Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites. Il a toujours refusé d'augmenter les salaires et les cotisations sociales.

Cette élection a aussi un impact mondial : la France est la 7^{ème} puissance mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU, membre fondateur de l'Union européenne. L'arrivée de l'Extrême droite au pouvoir, en France, aurait donc un impact sur les autres travailleurs et travailleuses du monde.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Les droits sociaux et les libertés syndicales sont menacés. Dès lundi 10 juin, la CGT a pris toutes ses responsabilités, en appelant à la mobilisation immédiate, à la constitution d'un front populaire et en participant à une réunion intersyndicale le soir même. L'intersyndicale a appelé à de grandes manifestations qui ont rassemblé 680 000 personnes ce week-end. Plus de 800 000 personnes se sont mobilisées depuis dimanche 9 juin.

Cette pression populaire a permis de gagner l'unité de la Gauche sur un programme de rupture avec le néolibéralisme et le fascisme reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale et de nombreuses revendications de la CGT.

Au vu de la gravité de la situation, le CCN considère que la CGT doit prendre ses responsabilités. Le CCN considère que le programme du Nouveau Front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes. La CGT appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du Nouveau Front populaire. La CGT mettra tout en œuvre pour faire barrage à l'Extrême droite.

Face à un patronat déterminé à ne rien céder de ses richesses et de son pouvoir, seule la mobilisation populaire permettra de changer le rapport de force. La CGT appelle donc les salarié-es et les retraité-es à continuer à se mobiliser partout et, notamment, le dimanche 23 juin prochain, à l'appel des organisations féministes et syndicales.

Les jeudi 20 et 27 juin, la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à multiplier les actions de grève sur leur lieu de travail pour faire aboutir leurs revendications.

Dès le lendemain du second tour, la lutte sociale continuera et la CGT y consacrera toutes ses forces pour gagner sur ses revendications.

Rien n'est écrit d'avance !

Montreuil, le 18 juin 2024